



Dirigeants de CLEARSTREAM :



Roelants André
Chairman & CEO



André Lussy
Ex UBS



Tessler Jeffrey
Directeur
Ex Bank of New York



Breuer Rolf E.
Président



Tessler Jeffrey
Directeur
Ex Bank of New York

DEUTSCHE BOERSE GROUP est propriétaire de CLEARSTREAM dont le siège est situé au Luxembourg, paradis criminel de la haute finance, dont les activités illégales sont cautionnées par le Gouvernement.

La Suisse côtoie de très près ce paradis criminel, puisque **CLEARSTREAM** est issue de la fusion de **CEDEL International** dont le siège était situé à Genève, autre place financière internationale du crime organisé, avec la **DEUTSCHE BOERSE Clearing** !

■ Company Description

Clearstream International was formed in January 2000 through the merger of Cedel International and Deutsche Börse Clearing. The full integration of Clearstream was completed in July 2002. Thus, the Deutsche Börse Group has become the pre-eminent provider of integrated trading and settlement services for both fixed-income and equity instruments. With a fully integrated Clearstream, Deutsche Börse Group is the only securities service provider to offer access to all key products and services, from trading and information products through to clearing, settlement and custody of securities.

Since 2002, Clearstream has been focusing on improving the efficiency of its processes and has systematically extended its functionality and network to markets and customers, as well as improving service levels and facilitating access. Clearstream now offers the world's largest network of domestic links.

Clearstream maintains strong long-term ratings from major international rating agencies (AA from both Standard & Poor's and Fitch), which demonstrates Clearstream's focus on risk management and operational efficiency.

Le lien principal entre CEDEL et DEUTSCHE BOERSE Clearing, désormais CLEARSTREAM implantée au Luxembourg et plus en Allemagne, et leurs actions illégales, réside dans la couverture étatique que leur procure la Suisse et le Luxembourg dans le cadre du « **SECRET BANCAIRE** » légalisé dans les deux Pays concernés.

Or, le « **SECRET BANCAIRE** », outre le fait d'être une solution d'**évasion fiscale** à l'encontre des Pays privés de ces fonds, est en primeur une **option juridique instituée par des Républiques bananières France, Suisse, Luxembourg, Lichtenstein, Iles Vierges (GB), etc. pour détourner et blanchir l'argent et couvrir tous leurs crimes financiers.**

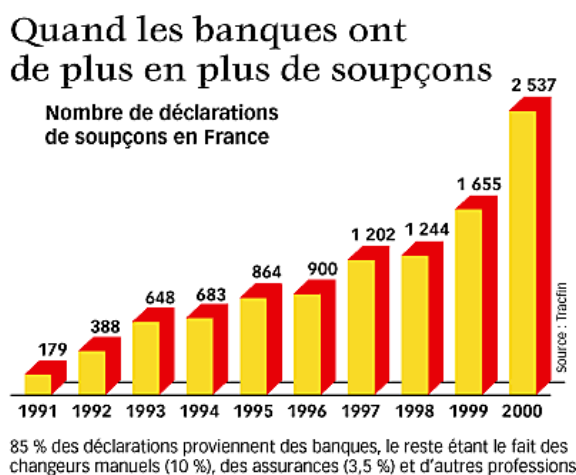
Si les gouvernements du monde entier ne combattent pas ces Pays dirigés par des MAFIEUX qui appliquent le « SECRET BANCAIRE », ceci n'est dû qu'au fait que les membres de ces Gouvernements, « **PRESIDENTS – MINISTRES – et autres HAUTS FONCTIONNAIRES** », sont des **CRIMINELS** qui utilisent les rouages de ce système à des fins personnelles et au détriments des Citoyennes et Citoyens qu'ils pillent, alors qu'ils sont sensés les administrer...

CLEARSTREAM offre toute l'opacité nécessaire aux trafics menés par ces criminels. BACKES, complice dans les détournements de FERRAYÉ Voir Mémoire – points 66ss et cosignataire du livre Révélation\$ était employé de CEDEL devenue CLEARSTREAM. Il connaissait les rouages et a été licencié ce qui l'a conduit à dénoncer. Toutefois, BACKES a voulu négocier ces révélations et c'est pour cette raison qu'il a « vendu » FERRAYÉ dont les centaines de milliards sont directement la source de

« L'AFFAIRE CLEARSTREAM » depuis 1992.

CLEARSTREAM sert à masquer les flux financiers, qu'ils soient licites ou criminels. Révélation\$ démontre que «Les motifs de ces dissimulations de transferts bancaires internationaux sont nombreux. Ils peuvent aller de la simple recherche de confidentialité dans le cadre d'opérations commerciales au blanchiment d'argent sale en passant par le délit d'initiés la corruption ou l'évasion fiscale.» Le moyen de cette occultation est la pratique des «comptes non publiés».

CLEARSTREAM s'est mis à ouvrir des comptes non publiés qui se seraient multipliés depuis le début des années nonante – Les détournements des centaines de milliards de FERRAYÉ sont survenus dès juillet 1991. Au nombre de 1900 chez CLEARSTREAM en 1995, ces comptes auraient été au nombre de quelque 7500, cinq ans plus tard... soit l'équivalent de la moitié de tous les comptes gérés par la société du Suisse André LUSSI ex responsable UBS SA...



Les fonds détournés de FERRAYÉ sont estimés en l'état à la valeur initiale de 1991 / 1992, à plus de USD 3'600 milliards. Voir Appendice 13 – point 33. Compte tenu des rendements de ces capitaux pendant 14 ans, ce montant peut avoir doublé ou triplé, sans compter les dommages et intérêts.

Il est temps que les Etats qui ont contribué à ces crimes organisés fassent leur « mea culpa » ! Qu'ils s'annoncent pour signer immédiatement des accords selon lesquels les CRIMINELS remboursent intégralement les fonds de FERRAYÉ.

En contrepartie, FERRAYÉ pourrait abandonner ses Droits aux indemnités en responsabilité et dommages que les Citoyens auront à assumer !

Une étude de Christian Chavagneux, auteur de « Economie et politique internationale » présentait le schéma ci-dessus, dans le journal « Alternatives économiques » N° 194 de juillet 2001, suivi des extraits ci-après :

« 4000 milliards d'euros d'argent sale »

« L'affaire CLEARSTREAM a bouleversé les estimations réalisées jusqu'à présent du montant d'argent sale circulant dans le monde.

L'histoire commence en février dernier, quand sort le livre de Denis ROBERT et d'Ernest BACKES, Révélation\$ (éd. Les Arènes). Il explique comment la société privée CLEARSTREAM organise une comptabilité parallèle (des comptes « non publiés ») qui enregistre des transferts financiers internationaux en partie douteux.

CLEARSTREAM est une chambre de compensation internationale : elle permet aux grandes banques d'échanger des actions et des obligations sans avoir à se les envoyer par la Poste, comme cela se pratiquait encore dans les années 60. Pour cela, chaque client dispose d'un compte qui est crédité ou débité en fonction de ses achats et de ses ventes de titres.

Une partie des comptes non publiés sert à résoudre des problèmes techniques pour les échanges financiers entre des banques et leurs filiales.

Mais les autres permettent de faire circuler de l'argent sale. La justice luxembourgeoise a ouvert, le 11 mai 2001, une information judiciaire contre les dirigeants de CLEARSTREAM, notamment pour blanchiment. Le 15 mai 2001, André LUSSI, son président (ex UBS SA), et deux autres hauts dirigeants ont été suspendus de leur fonction par le conseil d'administration de la société.

La justice luxembourgeoise s'est décidée à agir après qu'un nouveau témoin a apporté des informations capitales. Non seulement il confirme les révélations du livre, mais il indique qu'environ

15 % des transactions passeraient par la comptabilité occulte. Comme CLEARSTREAM a passé un total de 50 000 milliards d'euros de transactions en 2000, cela correspond à 7 500 milliards d'euros. Si la moitié seulement concerne des opérations douteuses, cela fait pratiquement 4 000 milliards d'euros d'argent sale,

le double de toutes les estimations connues jusqu'à présent. Sans compter ce qui, éventuellement, peut passer par EUROCLEAR, le principal concurrent de CLEARSTREAM, et par le système SWIFT, par lequel transitent les transferts internationaux d'argent liquide.

On sait désormais que, **dès 1992, de grandes banques connues, en France, en Hollande, en Allemagne, en Suisse et au Royaume-Uni, ont eu recours à ces comptes non publiés.** Et même des multinationales, alors que le système est a priori réservé aux établissements financiers. A quelles fins ? On peut espérer que la justice ne se contentera pas de faire tomber quelques têtes et qu'elle **demandera à ces grandes entreprises de s'expliquer** ».

L'ouvrage « Révélation\$ » de ROBERT et BACKES tente de prouver que ces sociétés servent à masquer les flux financiers qu'ils soient licites ou criminels. A l'origine ces comptes qui n'apparaissent pas dans les documents officiels devaient obligatoirement être des subdivisions d'autres comptes déclarés. Mais selon les auteurs CLEARSTREAM s'est mis à ouvrir de tels **comptes fantômes pour des clients occultes** multinationales filiales de grandes banques établies dans les paradis fiscaux.

L'autre révélation du livre précité est que le transfert électronique de FAXMONEY l'argent virtuel laisse des traces. Il est même tout à fait indispensable qu'il en laisse pour éviter tout litige entre deux clients. Les auteurs ont même pu mettre la main sur des **milliers de microfiches qui livrent dans le détail les mouvements enregistrés par CLEARSTREAM.** Cela leur permettrait d'éclairer l'histoire secrète de faits aussi célèbres que l'**IRANGATE** le scandale du **BANCO AMBROSIANO** la faillite retentissante de la banque pakistanaise **BCCI (UBS y était associée)** la débâcle du **CREDIT LYONNAIS** ou les détournements de **FONDS DU KREMLIN**. Mais le **plus gros détournement qui restera dans l'histoire sera celui des milliers de milliards volés à FERRAYÉ !**

Si à l'époque la « bombe » que constituait Révélation\$ n'a pas explosé et n'a pas convaincu, ce n'est dû qu'au fait que Denis ROBERT ne détenait pas tous les éléments. Ernest BACKES voulait garder les comptes FERRAYÉ pour monnayer son dossier, ce qu'il a fait en 2002 en contactant FERRAYÉ pour lui remettre copie des comptes. Quand il a constaté qu'il perdait toutes ses chances de toucher sa part, s'il s'opposait au procureur « anticorruption » de Genève, mais corrompu quand même..., BERTOSSA, BACKES s'est fait corrompre avec son ami et associé André STREBEL de IWR à Saarbrücken ! Voir Mémoire – point 66.

~~~~~

## Conseil d'administration de DEUTSCHE BOERSE GROUP (CLEARSTREAM) :



Reto Francioni



Matthias Ganz



Mathias Hlubek



Michael Kuhn



Andreas Preuss



Jeffrey Tessler

### Vorstand der Deutsche Börse AG

#### Reto Francioni Vorsitzender

geboren 1955, seit November 2005 Mitglied des Vorstands, verantwortlich für Group Coordination, Legal Affairs & Market Policy, Corporate Communications

#### Matthias Ganz

geboren 1963, seit Januar 2003 Mitglied des Vorstands, Chief Operating Officer, verantwortlich für Operations

#### Mathias Hlubek

geboren 1963, seit Januar 2001 Mitglied des Vorstands, Chief Financial Officer, verantwortlich für Finance/Group Corporate Center und Customers/Markets (Market Data & Analytics)

#### Michael Kuhn

geboren 1954, seit Januar 1999 Mitglied des Vorstands, Chief Information Officer, verantwortlich für Technology/Systems

#### Andreas Preuß

geboren 1956, seit April 2006 Mitglied des Vorstands, verantwortlich für Customers/Markets (Trading and Clearing Services)

#### Jeffrey Tessler

geboren 1954, seit Oktober 2004 Mitglied des Vorstands, verantwortlich für Customers/Markets (CEO Clearstream)

### Organe de révision du DEUTSCHE BOERSE GROUP : **KPMG Deutsche-Treuhand Gesellschaft...**

**KPMG Deutsche-Treuhand Gesellschaft** est une société du CREDIT SUISSE GROUP réviseur officiel de nombreuses sociétés au travers desquelles les détournements et blanchiment des fonds FERRAYÉ ont été opérés.

Autre réviseur criminel : **ATAG Ernst & Young AG**, en lien direct avec la BASELLANDSCHAFT-LICHE KANTONALBANK qui détient le 100 % du capital de **ATAG** Asset Management et dont l'un des membres du Conseil d'Administration n'est autre que le Président du Conseil National Suisse 2006, l'avocat Claude **JANIAK...** Voir Mémoire – page 7 La séparation d'avec **ATAG** Ernst & Young date de 1991, au moment des premiers détournements...

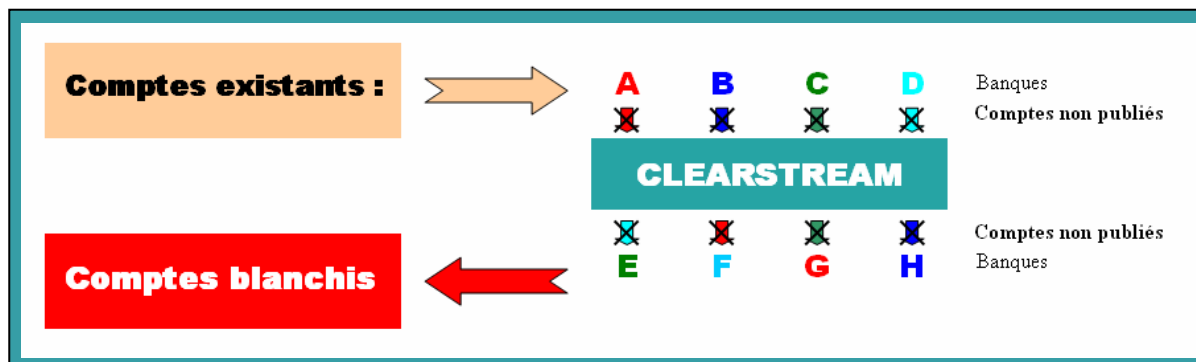
Une preuve supplémentaire que la corporation des avocats (plus de 50 d'entre eux ont « vendu » leur Client FERRAYÉ), est une corporation mafieuse au service de la criminalité économique !

L'actualité démontre que CLEARSTREAM a été conçue comme « BOITE NOIRE » dont l'objectif est de promouvoir une organisation secrète et parallèle de la finance. Denis ROBERT décrit CLEARSTREAM de la manière suivante :

*« C'est la découverte au cœur de la planète financière d'une sorte de boîte noire de la finance mondiale, d'une gare de triage de tous les transferts de titres, d'actions, voire de cash, qui circulent dans le commerce interbancaire. C'est la découverte que cet outil, qui s'appelle CLEARSTREAM et qui est une chambre internationale de compensation, renferme une sorte de « double fond », c'est-à-dire qu'à côté des transactions officielles, d'autres sont dissimulées. Je peux affirmer cela avec force aujourd'hui, puisque malgré les attaques en diffamation répétées de CLEARSTREAM contre moi, le tribunal de grande instance de Paris m'a donné raison début octobre et a débouté la multinationale. Le scandale n'a pas du tout éclaté à la hauteur où il aurait dû éclater. Pour une raison qui tient à l'essence même de mes révélations : reconnaître que ce que j'écris est valable, c'est l'ébranlement du fonctionnement bancaire international. Il ne faut pas se cacher derrière son petit doigt, le système qui a été mis en place est utile à tout le monde, c'est-à-dire aux banquiers et d'abord aux grosses*

banques. Les administrateurs de Clearstream, ce sont BNP Paribas, Chase Manhattan, Merrill Lynch, Barclays, Nomura, la Deutsche Bank, etc. Comment voulez-vous que ces gens-là reconnaissent l'inavouable ? ».

La méthode de travail appliquée par CLEARSTREAM est simple :



Le schéma ci-dessus démontre que CLEARSTREAM reçoit des fonds provenant de comptes existants auprès de différentes banques. La banque expéditrice reçoit un code de transaction de CLEARSTREAM pour les fonds rentrants. A la sortie de CLEARSTREAM, ce code n'est plus le même, quelle que soit la banque qui reçoit le transfert.

CLEARSTREAM attribue deux codes par transaction, à l'entrée et à la sortie. Ainsi, un virement expédié par UBS SA du compte 365.722.05 E entre chez CLEARSTREAM sous le N° UBS267xxxx et ressort pour la banque destinatrice, sous le N° XXXyyyxxx. Le transfert par CLEARSTREAM se fait ensuite en faveur du compte définitif à la banque destinatrice.

Pour terminer, les relations d'entrée et de sortie représentées par « comptes non publiés », sont supprimées pour ne laisser aucune trace de la transaction.

Cette méthode de travail permet le détournement et blanchiment d'argent, quelle qu'en soit la provenance, qu'il s'agisse de crimes, de drogue, de fraude ou de vol. Ceux qui pratiquent ces méthodes, au même titre que ceux qui en usent ou qui les cautionnent, sont des CRIMINELS et doivent être poursuivis selon les chefs d'accusations décrits dans l'appendice 5.



André LUSSI directeur de CLEARSTREAM, ex administrateur de CEDEL vient de l'**UBS SA** avec qui il entretient des rapports réguliers. LUSSI a été limogé en décembre 2001 et a été inculpé par le parquet du Luxembourg pour blanchiment, faux et usage de faux, faux bilans, infractions à la loi sur le secteur financier et escroquerie en matière d'impôts.

Son licenciement est survenu après la sortie du livre «Révélations\$». LUSSI a touché huit ou neuf millions d'euros comme «parachute doré» lorsqu'il a été viré. Ça s'appelle le prix du silence. Licenciés avec lui : Carlo SALVATORI, ressources humaines et Robert MASSOL.

Le lien de l'implication de UBS SA dans cette criminalité financière est ainsi fait avec André LUSSI. Jusqu'en 2000, UBS SA utilisait les réseaux de la BCCI, autre banque criminelle condamnée dont il a été prouvé qu'elle collaborait avec le réseau terroriste de Oussama BEN LADEN **Appendice 16**. Lorsque CLEARSTREAM a été créée, le but de la société pour UBS SA, CREDIT SUISSE GROUP et les autres banques criminelles était de reprendre les affaires de la BCCI en parallèle aux opérations traitées aussi dans le cadre de CEDEL.

L'ancêtre de CLEARSTREAM comme on l'a vu plus haut, était CEDEL dont la raison sociale a été changée en 1996 par CEDEL BANK, au moment où il a fallu faire disparaître les centaines de milliards détournés provenant de la vente des systèmes FERRAYÉ et de la différence par 2.6 sur les extinctions au KOWEIT.

Sans ce **système criminel mafieux qui implique les banques et les Etats**, les problèmes liés au blanchiment d'argent n'existeraient pas. La criminalité financière n'est rendue possible qu'à partir du moment où ces deux entités s'entendent pour mettre en place un système qui rend impossible toute traçabilité des fonds transférés.

La Commission Fédérale des Banques (CFB) responsable selon le Conseil Fédéral de la lutte contre le blanchiment d'argent, cautionne directement ces pratiques en autorisant les banques à s'auto-réviser, à l'encontre des Lois et conventions internationales.

Exemples : KPMG = CREDIT SUISSE  
ATAG Ernst Young = BASELLANDSCHAFTLICHE KANTONALBANK  
Sachant encore que ATAG est directement impliqué dans ELF et collabore étroitement dans tous les détournements opérés par le CREDIT SUISSE, UBS SA et autres banques criminelles, ceci au même titre du reste que KPMG ! Voir Mémoire – page 7

Le Mémoire démontre qu'à plusieurs reprises, les brigades financières cantonales ou fédérale ou des spécialistes comme KROLL / LEVAVASSEUR, ont la possibilité de retrouver des traces des opérations effectuées au travers de ces circuits. Mais ces opérations sont impossibles pour le commun des mortels et pour des Victimes telles que FERRAYÉ.

**L'inefficacité volontaire des services de l'Etat dans le dossier FERRAYÉ relève donc d'une complicité directe avec les commanditaires du complot et de la corruption des magistrats.**

Tout individu respectueux de son Devoir qui a la possibilité et les moyens matériels et juridiques de régler une situation le fait sans hésiter, s'il n'est pas contraint de fermer les yeux ou payé pour les fermer !

La complicité de la CFB avec ces banques commanditaires du crime économique organisé, porte atteinte directement aux intérêts des Clients des établissements bancaires travaillant en Suisse. Reconnue dans son histoire comme une place financière sérieuse, **la Suisse a attiré les non initiés de la finance à faire confiance à ses institutions. Les Clients qui osent aujourd'hui se risquer à confier leurs avoirs à la place financière suisse, prennent le risque de se voir dépouiller de la totalité de leur patrimoine !** Les cas ne se comptent plus !

Ce comportement de la CFB engage directement la **responsabilité de la Confédération Helvétique** envers les personnes grugées et ce sont aujourd'hui des milliers de milliards de dollars en responsabilité auxquels la Confédération devra faire face si elle ne cherche pas à rétablir la situation et à trouver des arrangements avec les Victimes de cette organisation criminelle !

Il ne suffira plus dès maintenant de TUER pour éliminer cosmétiquement le problème en croyant écarter les conséquences de ce Banditisme international !

**Le scandale de corruption de la classe politique français dénoncé depuis 2004, laisse entrevoir la pointe de l'iceberg des crimes commis au travers de sociétés aussi troubles que CLEARSTREAM.**

La classe politique actuelle est tellement impliquée dans la corruption qu'elle tente d'inverser la situation. CHIRAC et ses autres COMPLICES, dénoncent les « dénonciateurs » comme des criminels. Ils font de la dénonciation un CRIME, alors que c'est la CORRUPTION qui est le CRIME ! Et le DEVOIR de tout Citoyen est de dénoncer cette corruption !

En 2001, CLEARSTREAM opérait plus de 150 millions de transactions par année. Or, si des transactions sont effectuées par CLEARSTREAM, par définition elles ne sont pas nettes et ne peuvent pas être opérées directement d'un compte à un autre, de banque à banque ! Nous comprenons donc que plus de 150 millions d'opérations par année sont directement liées à de la corruption à du vol ou à du blanchiment d'argent et cela en toute légalité puisque les Etats cautionnent ces procédés et les établissements qui les pratiquent.

Par déduction finalement, si les Etats cautionnent ces procédés, c'est que les membres qui forment ces gouvernements y ont un intérêt direct qui n'est autre que le moyen de percevoir les corruptions et les trafics qu'ils organisent dans tous les domaines.

Si en 2001, CLEARSTREAM a licencié LUSI il ne s'agissait que de faire « sauter un fusible » à la suite de la sortie du livre « REVELATION\$ ». Ils ont fait sauter LUSI pour leurrer l'Opinion Publique sur le fonctionnement du système judiciaire qui est en fait complice. C'était l'arbre qui masquait la forêt et qui permettait la poursuite des opérations criminelles !

~~~~~

Board of Directors



Peter Gomez has been Dean of the Executive School of Management, Technology and Law at the University of St. Gallen since 2005 and will continue in that post. He has been a full professor of business economics since 1990 and headed the university as its rector from 1999 through 2005. Apart from his academic credentials, he also has experience in the entrepreneurial world. He was a member of the Executive Committees of Ringier and the Distral Group, as well as the founding partner of Valcor AG, Küsnacht, a consulting firm specialised in strategic management and M&A.

Members of the Board of Directors of the SWX Group

(status 8 May 2006)

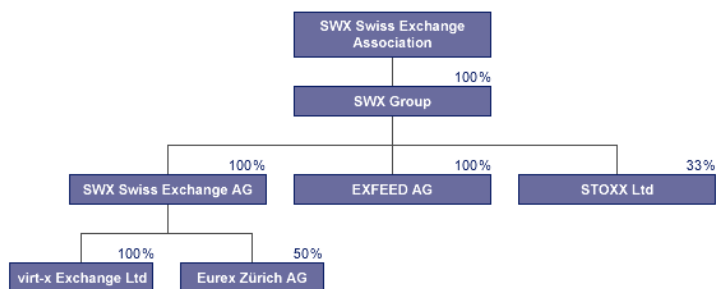
Chairman : Prof. Dr. Peter Gomez *	SWX Swiss Exchange, Zurich
Vice Chairman : Jacques de Saussure *,***	Managing Partner, Pictet & Cie, Banquiers, Geneva
Andreas Amschwand	Head of UBS Investment Bank Switzerland and Member of the UBS Group Managing Board, UBS AG, Zurich
David J. Blumer *	Chief Executive Officer Asset Management and Member of the Executive Board of Credit Suisse, Zurich
Dr. Raymund Breu ***	Chief Financial Officer and Member of the Executive Committee, Novartis AG, Basel
Jean-Luc de Buman	Senior Vice President, SGS SA, Geneva
Bernard Droux	Managing Director, Lombard Odier Darier Hentsch & Cie, Geneva
Hans Fischer	Member of the Executive Board, Zurich Cantonal Bank, Zurich
Christian Gell	Managing Director and Head of Investment Banking Trading Switzerland, Credit Suisse, Zurich
G. Andreas Guth *,**	Chairman of the Board of Directors, Dreyfus Sons & Cie AG, Banquiers, Basel
Andreas Häberli *	Head of Equities Switzerland and Member of the UBS Investment Bank Board, UBS Investment Bank, Zurich
Reto Himmel **	Group Chief Technology & Operations Officer and Member of the Group Executive Board, Swiss Life, Zurich
Eduardo Leemann	Chairman of the Board of Directors of AIG Privat Bank AG, Zurich
Peter R. Rahn **	Partner, Rahn & Bodmer, Banquiers, Zurich
Richard A. Müller	Corporate Secretary

* Member of the Committee of the Board of Directors of the SWX Swiss Exchange

** Member of the Audit Committee

*** Member of the Compensation Committee

EUREX est une Société appartenant à la SWX – SWISS EXCHANGE :



The SWX Group participates in the European financial markets with its leading securities exchange platforms.

virt-x is the first pan-European exchange to enable its participants to trade in all of Europe's leading stocks and Exchange Traded Funds (ETFs). It has brought about a significant reduction in the transaction and settlement costs associated with crossborder trading.

With its equity interest in Eurex, the SWX Group is co-owner of Europe's most important futures exchange and the world's largest marketplace for derivative financial instruments.

SWXGROUP
SWISS STOCK EXCHANGE SERVICES



La SWX – SWISS EXCHANGE (bourse suisse) est directement impliquée dans CLEARSTREAM par ses membres du Conseil d'Administration Reto FRANCIONI, Mathias HLUBEK, Michael KUHN, Roger MUELLER, Martin RECK, Jürgen Karl ROETHIG qui siègent également à la Deutsche Börse Group :

Eurex Board of Directors

Members of the Eurex Board of Directors (status 1 January 2006)

Chairman: Markus Granzio

Hugo Bänziger	Chief Risk Officer, Deutsche Bank AG, London
Walter Berchtold	Chief Executive Officer Private Banking, Credit Suisse, Zurich
Heinrich Henckel	CEO, SWX Swiss Exchange, Zurich
Reto Francioni	CEO, Deutsche Börse AG, Frankfurt
Mathias Hlubek	Member of the Executive Committee, Deutsche Börse AG, Frankfurt
Michael Kuhn	Member of the Executive Committee, Deutsche Börse AG, Frankfurt
Roger Müller	Head of Legal Affairs and Membership, Deutsche Börse AG, Frankfurt
Martin Reck	Managing Director, Group Functionality, Deutsche Börse AG, Frankfurt
Jürgen Karl Röthig	Managing Director, Trading/Clearing/Info Operations, Deutsche Börse AG, Frankfurt
Jacques de Saussure	Managing Partner, Pictet & Cie, Banquiers, Geneva

Mais on constate que toutes les banques criminelles sont directement liées et forment une alliance agissant dans le crime organisé au travers des liens des Conseils d'administration :

Members of the Admission Board (status 1 January 2006)

Chairman: Peter E. Merian*	CEO, Bank Sarasin & Co. Ltd., Basel
Vice Chairman: Raymund Breu*	CFO and Member of the Executive Committee, Novartis AG, Basel
Bruno Allmendinger*	Chief Financial Officer, Member of the Executive Committee, Sulzer Ltd, Winterthur
Raymond J. Bär	Chairman of the Board of Directors, Julius Bär Holding Ltd, Zurich
Rémy Best	Managing Partner, Pictet & Cie, Banquiers, Geneva
Christian A. Camenzind (from 24.6.05)	CEO, Bank Sal. Oppenheim jr. & Cie. (Switzerland) Ltd, Zurich
Reto A. Cavelti (until 24.6.05)	Managing Director and Senior Executive Officer for Switzerland, Citigroup Global Markets Ltd, Zurich
Hans Fischer	Member of the Executive Board, Zürcher Kantonalbank, Zurich
Reto Francioni (until 31.10.05)	Chairman of the Board of Directors, SWX Swiss Exchange, Zurich
Felix Horber	Legal Counsel, Head of Policy & Corporate Governance, UBS AG, Zurich
Markus Dietrich Niederhauser	General Counsel, Bobst Group SA, Lausanne
Bruno Pfister* (from 31.3.05)	CEO International and Member of the Corporate Executive Board, Swiss Life, Zurich
Wolfgang H. Reichenberger* (until 31.12.05)	Executive Vice President and CFO, Nestlé S.A., Vevey
Urs Rohner*	Member of the Executive Board and General Counsel Credit Suisse Group and Credit Suisse, Chief Operating Officer Credit Suisse, Zurich
Felix M. Stählin* (until 31.3.05)	until 31.12.04 Chief Executive Officer, Swiss National Insurance Company, Basel
Othmar T. Vock	Member of the Board of Directors of Swisscom AG
Rolf Watter	Attorney at law, Partner, Member of the Managing Board, Bär & Karrer, Zurich
Hermann Wirz (from 1.1.06)	Senior Vice President, Head of Group Accounting & Reporting, Nestlé S.A., Vevey

* Member of the Executive Committee of the Admission Board

Members of the Admission Board (status 1 January 2006)

Chairman: Peter E. Merian*	CEO, Bank Sarasin & Co. Ltd., Basel
Vice Chairman: Raymund Breu*	CFO and Member of the Executive Committee, Novartis AG, Basel
Bruno Allmendinger*	Chief Financial Officer, Member of the Executive Committee, Sulzer Ltd, Winterthur
Raymond J. Bär	Chairman of the Board of Directors, Julius Bär Holding Ltd, Zurich
Rémy Best	Managing Partner, Pictet & Cie, Banquiers, Geneva
Christian A. Camenzind (from 24.6.05)	CEO, Bank Sal. Oppenheim jr. & Cie. (Switzerland) Ltd, Zurich
Reto A. Cavelti (until 24.6.05)	Managing Director and Senior Executive Officer for Switzerland, Citigroup Global Markets Ltd, Zurich
Hans Fischer	Member of the Executive Board, Zürcher Kantonalbank, Zurich
Reto Francioni (until 31.10.05)	Chairman of the Board of Directors, SWX Swiss Exchange, Zurich
Felix Horber	Legal Counsel, Head of Policy & Corporate Governance, UBS AG, Zurich
Markus Dietrich Niederhauser	General Counsel, Bobst Group SA, Lausanne
Bruno Pfister* (from 31.3.05)	CEO International and Member of the Corporate Executive Board, Swiss Life, Zurich
Wolfgang H. Reichenberger* (until 31.12.05)	Executive Vice President and CFO, Nestlé S.A., Vevey
Urs Rohner*	Member of the Executive Board and General Counsel Credit Suisse Group and Credit Suisse, Chief Operating Officer Credit Suisse, Zurich
Felix M. Stählin* (until 31.3.05)	until 31.12.04 Chief Executive Officer, Swiss National Insurance Company, Basel
Othmar T. Vock	Member of the Board of Directors of Swisscom AG
Rolf Watter	Attorney at law, Partner, Member of the Managing Board, Bär & Karrer, Zurich
Hermann Wirz (from 1.1.06)	Senior Vice President, Head of Group Accounting & Reporting, Nestlé S.A., Vevey

* Member of the Executive Committee of the Admission Board

Members of the Index Commission (status 1 January 2006)

Chairman: Werner Bürki	Member of the Management Board, SWX Swiss Exchange, Zurich
Vice Chairman: Markus Götschi	Index Analyst, SWX Swiss Exchange, Zurich
Daniel Brupbacher	Member of the Executive Board, Credit Suisse, Zurich
Marco Curti	Member of the Senior Management, Zürcher Kantonalbank, Zurich
Thomas Haefliger	Director, Banque Pictet & Cie, Banquiers, Zurich
Ernst Mäder	Chief Financial Officer, Suva, Luzern
Ulrich Niederer	Managing Director, Chairman UBS Global Asset Management Switzerland, UBS AG, Zurich
Markus Pfister	First Vice President, Bank Vontobel AG, Zurich
Peter Wehrmann	Vice President, Credit Suisse, Zurich

Members of the Commission of Experts on Disclosure of Shareholdings (status 1 January 2006)

Chairman: Daniel Keist	Member of the Management Board, SWX Swiss Exchange, Zurich
Vice Chairman: Michael Gruber	Head of Disclosure Office, SWX Swiss Exchange, Zurich
Michèle Burger	General Counsel Corporate, Nestlé S.A., Vevey
Andreas Cané	Senior Vice President, Pictet & Cie, Banquiers, Geneva
Karl Hofstetter	Executive Vice President (General Counsel), Schindler Holding Corp., Hergiswil
Lorenzo Kyburz	Head Legal and Compliance Investment Management, Swiss Life, Zurich
Christian Lubicz	Senior Vice President, Bank Sarasin & Co. Ltd, Zurich
Adriano Margiotta*	Legal Adviser, Takeover Board, Zurich
Franz Stirnimann*	Swiss Federal Banking Commission, Bern
Rolf Watter	Attorney at law, Partner, Member of the Managing Board, Bär & Karrer, Zurich

* permanent observer

WFE representatives (status 1 January 2006)

Chairman: Taizo Nishimuro	Chairman & Acting President and CEO
Vice Chairman: Massimo Capuano	President and CEO, Gruppo Borsa Italiana SpA
Chairman of the Working Commission: Gilberto Mifano	CEO, Bolsa de Valores do São Paulo
Secretariat, Paris: Thomas Krantz	Secretary General
Peter Clifford	Deputy Secretary General

Members of the Accountancy Panel (status 1 January 2006)

Chairman: Conrad Meyer	Director of the Institute for Accounting and Controlling, University of Zurich
Thomas Braun	Partner, Braun, von Wyss & Müller Ltd, Zurich
Malcolm Cheetham	Chief Accounting Officer, Novartis International Ltd, Basel
Niklaus Meier	Group Controller, Ciba Specialty Chemicals Inc., Basel
Urs Moser	Director, Ernst & Young Ltd, Zurich
Jörg Riboni	CFO, Sarna Polymer Holding Inc., Sarnen
Daniel Suter	Partner, PricewaterhouseCoopers Ltd, Basel

Members of the Appeals Board (status 1 January 2006)

Chairman: Dieter Bosshart	Former Senior Judge at the Higher Court of Canton Zurich
Sylvain Matthey	Manager, Pictet & Cie, Banquiers, Geneva
Rolf H. Weber	Professor for Private, Economic and European Law at the University of Zurich

Alternate Members of the Appeals Board

Deputy Chairman: Jürg Spring	President of the Administrative Court of Canton Thurgau, Weinfelden
Jean Berthoud	Managing Partner, CEO, Banque Bonhôte & Cie SA, Neuchâtel
Heinrich Andreas Müller	Senior Judge at the Higher Court of Canton Zurich
Isabelle Romy	Professor at the Faculty of Law of the University of Fribourg, Lawyer in Zurich

Members of the IT Commission (status 1 January 2006)

Chairman: Jürg Spillmann	Head of the SWX Group Executive Committee, Zurich
Vice Chairman: Chris Landis	Member of the Management Board, SWX Swiss Exchange, Zurich
Josef Arnold	Senior Vice President, SWX Swiss Exchange, Zurich
Max Dähler	Member of the Senior Management, SIS Systems AG, Zurich
Peter Ife (from 01.02.2005)	Director, Credit Suisse, Zurich
Hansruedi Kern	Executive Vice President, Lombard Odier Darier Hentsch & Cie, Geneva
Roger Larsson	Vice President, Bank Vontobel AG, Zurich
Markus Moser (from 01.02.2005)	Member of Management, Basler Kantonalbank, Basel
Marcel Nussbaum (until 31.01.2005)	Director, Credit Suisse, Zurich
Martin Solenthaler (†, until 31.07.2005)	Vice President, UBS AG, Zurich
Stefan Steiner (from 01.08.2005)	Executive Director, UBS AG, Zurich
Daniel Treichler	Member of Management, Zürcher Kantonalbank, Zurich

Members of the London Member Group (status 1 January 2006)

Chairman: Jim Gollan	CEO, virt-x, London
Mike Ackers	Head of Relationship Management for Equity Clients and Markets, ABN Amro Bank, N.V., London
Robert Barnes	Managing Director, Market Structures, UBS Investment Bank, London
Niki Beattie	Head of Market Structure, Merrill Lynch International, London
Ian Cohen	Global Equities Business Strategy Officer and European Head of Market Structures, HSBC Bank plc, London
David Crookston	COO of European Cash Equities, JP Morgan Securities Ltd, London
Antony Di Lorenzo	Director/Head of Fixed Income, Winterflood Securities Limited, London
Adrian Farnham	Executive Director, Market Infrastructure Group, Morgan Stanley & Co. International Ltd, London
Andrew Farran	COO of European Equities Development, Credit Suisse Securities (Europe) Ltd, London
Brad Hunt	Managing Director, Goldman Sachs International, London
Richard J Kyle	Director, European Equities Development, Citigroup Global Markets Limited, London
Hirander Misra	European Head of Exchange Linkages Group, Instinet Europe Ltd, London
Paul Reeves	Business Manager, European Cash Equities, Deutsche Bank AG, London
Andrew Wells	European Executive Service Business Manager, Lehman Brothers International (Europe), London
Ian Wright	Business Manager, Cash Equities, Dresdner Kleinwort Wasserstein Securities Ltd, London

STOXX Board of Directors

Members of the STOXX Board of Directors (status 1 January 2006)

Chairman: Christian P. Meister	Attorney at law
Supervisory Board	
Chairman: Werner Bürki	Member of the Management Board, SWX Swiss Exchange, Zurich
Mike Petronella	President of Dow Jones Indexes/Ventures, Princeton (USA)
Holger Wohlenberg	Managing Director, Information Systems, Deutsche Börse AG, Frankfurt

FESE representatives (status 1 January 2006)

Chairman: Massimo Capuano	President and CEO, Gruppo Borsa Italiana SpA
Vice Chairman: Jukka Ruuska	President of OMX Exchanges
Chairman of the Working Committee: Poul Erik Skaanning-Jørgensen	Senior Vice President, Copenhagen Stock Exchange Ltd
Secretariat, Brussels: Judith Hardt	Secretary General

La liste des participants ci-dessous a été tirée du Site de SWX – Swiss Exchange (lecture correcte à 200 %). Cette liste représente les BANQUES qui traitent avec la bourse suisse et doivent disposer de l'autorisation de la CFB. Là encore, ATAG Asset Management AG magouille ! La société de ATAG autorisée par la CFB à réaliser des opérations bancaire est inscrite à Bâle et celle qui traite avec la SWX – Swiss Exchange est le siège de Berne. Ainsi, les opérations échappent au contrôle de la CFB...

ABACUS Wertpapier Handelsgesellschaft GmbH, Köln; ABN AMRO Bank N.V., Zweigniederlassung Zürich, Zürich; ABN AMRO Bank N.V. London Branch, London EC2M 4AA; AIG Private Bank Ltd., Zürich; Banca del Gottardo, Lugano; Bank am Bellevue, Küssnacht ZH; Bank CIAL (Schweiz), Basel; Bank Hofmann AG, Zürich; Bank Julius Bar & Co. AG, Zürich; Bank Leu AG, Zürich; Bank Sal. Oppenheim jr. & Cie (Schweiz) AG, Zürich; Bank Sarasin & Cie AG, Zürich; Bank Vontobel AG, Zürich; Banque Bonhôte & Cie SA, Neuchâtel; Banque Cantonale de Genève, Genève; Banque Cantonale Vaudoise, Lausanne; Banque Privée Edmond de Rothschild SA, Genève; Banque SCS Alliance SA, Zürich; Barclays Bank plc, London; Basler Kantonalbank, Basel; Bayerische Hypo- und Vereinsbank AG, München; BNP Paribas Private Bank (Switzerland) SA, Genève 11; BSI SA, Lugano; BZ Bank Aktiengesellschaft, Wilen b. Wollerau; Citigroup Global Markets Deutschland AG & Co. K.G.aA, Frankfurt am Main; Comèr Banca SA, Lugano; Coutts Bank von Ernst AG, Zürich; Crédit Agricole Cheuvreux S.A., Paris La Défense Cedex; CREDIT SUISSE, Zürich; Credit Suisse Securities (Europe) Ltd, London; Deutsche Bank (Schweiz) AG, Zürich; Deutsche Bank AG, Frankfurt; Deutsche Bank AG London Branch, London; Dresdner Kleinwort Wasserstein Securities Ltd., London; Dreyfus Söhne & Cie AG, Banquiers, Basel; E. Gutzwiller & Cie, Banquiers, Basel; E*Trade Securities Limited, London; EFG Bank, Zürich; Ehinger & Armand von Ernst AG, Zürich; Exane SA, Paris;

PARTICIPANTS

Fimat International Banque SA (UK Branch), London; Fortis Bank Global Clearing N.V., Frankfurt Branch, Frankfurt; Goldman Sachs Bank AG, Zürich; Helvea SA, Genève 6; Hottinger & Cie, Banquiers, Zürich; HSBC Bank plc, Thames Exchange, London; HSBC Private Bank (Suisse) SA, Genève 3; Hypothekbank Lenzburg, Lenzburg; Instinet Europe Limited, London; Instinet Europe Limited, London, Zürich Branch, Zürich; J. P. Morgan Securities Ltd., London; Joh. Berenberg, Gossler & Co. KG, Hamburg; Kepler Equities, Zurich Branch, Zürich; Kreditbank SA, Luxemburg; La Roche & Co Banquiers, Basel; Lehman Brothers International (Europe) Ltd., London; LGT Bank in Liechtenstein AG, Vaduz; Lombard Odier Darier Hentsch & Cie, Genève 11; Maerki Baumann & Co. AG, Zürich; Maple Bank GmbH, Frankfurt; Merrill Lynch Capital Markets AG, Zürich; Merrill Lynch International, London; Mirabaud & Cie, Banquiers, Genève 11; Morgan Stanley & Co. Intern. Ltd., London; NeoNet Securities AB, Stockholm; NZZ Neue Zürcher Bank, Zürich; Pictet & Cie Banquiers, Genève 11; Privatbank IHAG Zürich AG, Zürich; Privatbank Von Graffenried AG, Bern 7; Rabobank International, Utrecht Branch, Utrecht; Rahn & Bodmer Banquiers, Zürich; Raiffeisen Centrobank AG, Wien; Rüd Blass & Cie AG, Zürich; Schroder & Co. Bank AG, Zürich; SG Private Banking (Suisse) SA, Genève 11; Société Générale, Paris – La Défense; Cedex, Société Générale Paris, Zweigniederlassung Zürich, Zürich; Société Générale S.A., London Branch, London; Susquehanna International Securities Ltd., Dublin 1; swissfirst Bank AG, Zürich; Swissnetbank.com AG, Zürich; Swissquote Bank, Gland; Timber Hill (Europe) AG, Zug; UBS AG, Zürich; Union Bancaire Privée, Genève 1; Van der Moolen Effecten Specialist BV, Amsterdam; Wegelin & Co. Privatbankiers, St. Gallen; Winterflood Securities Ltd., London; Zürcher Kantonalbank, Zürich; Aargauische Kantonalbank, Aarau; AB FIN S.A., Paradiso; ABN AMRO Bank (Schweiz), Zürich; ACH – Securities SA, Genève; Adler & Co. Privatbank AG, Zürich; AKB Privatbank Zürich AG, Zürich; Alpha RHEINTAL Bank, Berneck; Amas Bank (Schweiz) AG, Zürich; Amtesparniskasse Schwarzenburg, Schwarzenburg; Amtesparniskasse Thun, Thun; ANGLIO IRISH BANK (SUISSE) SA, Genève 1; Anker Bank, Zürich; Appenzeller Kantonalbank, Appenzell; Arab Bank (Switzerland) Ltd., Zürich; Arbinter-Omnivalor SA, Société financière d'arbitrage int., Genève; Arbitrium Finanz AG, Zürich; ARVEST Privatbank AG, Pfäffikon SZ; Arzi Bank AG, Zürich; Aston Bond SA, Lugano; ATAG Asset Management AG, Bern; Atlantic Vermögensverwaltungsbank, Zürich; Atlas Capital SA, Genève; Bâloise Bank SoBa, Solothurn; Banca Aletti & Cie (Suisse) SA, Lugano; Banca Arner SA, Lugano; Banca Commerciale Lugano SA, Lugano; Banca del Ceresio SA, Lugano; Banca dello Stato del Cantone Ticino, Bellinzona; Banca del Sempione, Lugano; Banca di Credito e Commercio SA, Lugano; Banca Euromobiliare (Suisse) SA, Lugano; Banca GESFID, Lugano; Banca Intermobiliare di Investimenti, e Gestioni (Suisse) SA, Lugano; Banca Julius Baer (Lugano) SA, Lugano; Banca Popolare di Sondrio (Suisse), Lugano; Banca Privata Edmond de Rothschild Lugano SA, Lugano; Banca Tione di Credito (BOR), Lugano; Banco Santander Central Hispano (Suisse) S.A., Genève 1; Bank CA St. Gallen, St. Gallen; Bank Coop AG, Basel; Bank EEK, Bern 7; Bank Frey & Co. AG, Zürich; Bank für Tirol und Vorarlberg Aktiengesellschaft, Innsbruck, Zweigniederlassung, St. Gallen; Bank Hapoalim (Schweiz) AG, Zürich; Bank Hugo Kahn & Co. AG, Zürich; Bank im Thal, Balsthal; Bank in Zuzwil, Zuzwil SG; Bank Jura Laufen, Delémont; Bank Leerau, Kirchleerau; Bank Leumi le-Israel (Schweiz), Zürich; Bank Linth, Uznach; Bank Morgan Stanley AG, Zürich; Bank of New York – Inter Maritime Bank, Geneva, Genève 1; Bank Sparhafen Zürich, Zürich; Bank Thalwil, Thalwil; Bank Thur, Ebnet-Kappel; Banque Amas (Suisse) SA, Genève 1; Banque Audi (Suisse) SA, Genève 12; Banque Banorient (Suisse), Genève 3; Banque Baring Brothers (Suisse) SA, Genève 3; Banque Bauer (Suisse) SA, Genève; Banque Bénédict Hentsch & Cie SA, Genève 11; Banque Cantonale de Fribourg, Fribourg; Banque Cantonale du Jura, Porrentruy; Banque Cantonale du Valais, Sion; Banque Cantonale Neuchâteloise, Neuchâtel; Banque Cramer & Cie SA, Genève 11; Banque de Commerce et de Placements SA, Genève 1; Banque de Dépôts et de Gestion, Lausanne; Banque de Gestion Financière, Zürich; Banque Degroof (Suisse) SA, Genève 1; Banque de la Méditerranée (Suisse) SA, Genève 1; Banque de Patrimoines Privés Genève BPG SA, Genève 25; Banque Diamantaire (Suisse), Genève; Banque Franck, Galland & Cie SA, Genève 3; Banque Jacob Safra (Suisse) SA, Genève 11; Banque Jenni & Cie. SA, Basel; Banque Julius Baer & Cie. SA, Genève 3; Banque MeesPierson BGL SA, Zürich; Banque Pasche SA, Genève 11; Banque Piquet & Cie SA, Yverdon-les-Bains; Banque Safdié SA, Genève 11; Banque Syz & Co. SA, Genève; Banque Thaler SA, Genève 3; Banque Vontobel Genève SA, Genève; Bantleon Bank AG, Zug; Barclays Bank (Suisse) SA, Genève 3; Basellandschaftliche Kantonalbank, Liestal; Baumann & Cie. Banquiers, Basel; BBO Bank Brienz Oberhasli, Brienz; BIVA Privanza Bank (Suisse) SA, Zürich; BEKB IBCBE, Bern; Berenberg Bank (Schweiz) AG, Zürich; Bernerland Bank, Sumiswald; Bezirkssparkasse Dielsdorf, Dielsdorf; Bezirkssparkasse Uster, Uster; BGG Banque Genevoise de Gestion, Genève; BGP Banca di Gestione Patrimoniale SA, Lugano; BHF-Bank (Schweiz) AG, Zürich; Biene – Bank im Rheintal, Altstätten SG; BIPIELLE Bank (Suisse), Lugano; BLP Banque de Portefeuilles, Lausanne; BNP PARIBAS (SUISSE) SA, Zürich; Bondpartners SA, Lausanne; Bordier & Cie, Banquiers privés, Genève 11; Boway & Partenaires SA, Lausanne; Bridport & Cie SA, Genève 3; BS Bank Schaffhausen, Neuhausen am Rheintal; C.I.M Banque, Genève; Caisse d'Epargne d'Aubonne, Aubonne; Caisse d'Epargne de Courtelary, Courtelary; Caisse d'Epargne de la Ville de Fribourg, Fribourg; Caisse d'Epargne de Nyon, Nyon; Caisse d'Epargne de Prez, Corserey et Noréaz, Prez-vers-Noréaz; Caisse d'Epargne de Sivilriez, Sivilriez; Caisse d'Epargne du District de Cossonay, Cossonay; Caisse d'Epargne du District de Vevey, Vevey 1; Caisse d'Epargne et de Prévoyance SA, Yverdon-les-Bains; Caixa Bank Banque Privée (Suisse) SA, Genève; CAT Finance AG, Zürich; Citation SA, Zürich; Citibank (Switzerland), Zürich; Clariden Bank, Zürich; Clientis AG, Bern; Clientis Bank Huttwil, Langenthal; Clientis Regiobank Männedorf, Männedorf; Commerzbank (Schweiz) AG, Zürich; Compagnie Bancaire Spirito Santo SA, Lausanne; Crédit Agricole (Suisse) SA, Zürich; Crédit Mutuel de la Vallée SA, Le Sentier; Credito Privato Commerciale SA, Lugano; CREDIT SUISSE FIDES, Zürich; Credit Suisse Private Advisors, Zürich; Daiwa Securities SMBC Europe Limited, London; Geneva Branch, Genève; DC Bank Deposito-Cassa der Stadt Bern, Bern; Decova SA, Genève; Deka (Swiss) Privatbank AG, Zürich; Delen (Suisse) SA, Genève 11; Dexia Privatbank (Schweiz) AG, Zürich; Dominic Company AG, Privatbank, Zürich; Dresdner Bank (Schweiz) AG, Zürich; DRYDEN BANK SA, Genève 1; DZ PRIVATBANK Schweiz, Zürich; EB Entlebucher Bank, Schöpfung; EFG Bank European Financial Group, Genève 2; EGOBANK SA, Lugano; Ersparnisanstalt der Stadt St. Gallen, St. Gallen; Ersparnisanstalt Oberuzwil, Oberuzwil; Ersparnisgesellschaft Küttigen, Küttigen; Ersparniskasse Affoltern i.E., Affoltern im Emmental; Ersparniskasse des Amtsbezirks Interlaken, Interlaken; Ersparniskasse Erlinsbach, Erlinsbach; Ersparniskasse Ruggisberg, Ruggisberg; Ersparniskasse Schaffhausen, Schaffhausen; F. van Lanschot Bankiers (Schweiz) AG, Zürich; Fibi Bank (Schweiz) AG, Zürich; FIDEURAM Bank (Suisse) SA, Lugano; Fidurhône SA, Genève 3; Finacor SA, Basel; Financière Mermod SA, Lausanne; Financière SBA (Suisse) SA, Genève 3; Finter Bank Zürich, Zürich; Glarner Kantonalbank, Glarus; Gonet & Cie, Banquiers, Genève 11; Graubündner Kantonalbank, Chur; GRB Glarner Regionalbank Schwanden, Schwanden; Habib Bank AG Zürich, Zürich; Hardcastle Trading AG, Rapperswil; Heritage Bank & Trust, Genève 3; HSBC Guyerzeller Bank AG, Zürich; HYPOSWISS Privatbank AG, Zürich; IBI Bank AG, Zürich; IMC International Marketmakers Combination BV, Amsterdam, Zweigniederlassung Zug, Zug; ING BANK (Switzerland) Ltd, Genève 6; Institut de Crédit et de Dépôts S.A., – ICREG S.A., Lugano; Investec Bank (Switzerland) AG, Zürich; Israel Discount Bank (Switzerland) SA, Genève 3; ITAG Vermögensverwaltung, Basel; J. P. Morgan (Suisse) SA, Genève 1; Jefferies (Switzerland) Ltd., Zürich; Jyske Bank (Schweiz), Zürich; Kreditbank (Suisse) SA, Genève 11; Landolt & Cie, Banquiers, Lausanne; Lavoro Bank AG, Zürich; LB (Swiss) Privatbank AG, Zürich; LBBW Schweiz AG, Zürich; Leihkasse Stammheim, Oberstammheim; Lemanik SA, Lugano; LGT Bank (Schweiz) AG, Zürich; Lienhardt & Partner Privatbank Zürich AG, Zürich; Lloyds TSB Bank plc, Zürich; Luzerner Kantonalbank, Luzern; M.M. Warburg Bank (Schweiz) AG, Zürich; Mangold Management Co. Ltd., Lausanne; MediBank, Zug; Merrill Lynch Bank (Suisse) SA, Genève 3; Merrill Lynch Pierce Fenner & Smith Inc., Représentation de Genève, Genève 3; MFC Merchant Bank SA, Herisau; MIGROSBANK, Zürich; Mirelis InvesTrust SA, Genève; Mitsubishi Tokyo Wealth Management Ltd., (Switzerland), Genève; Mizuho Bank (Schweiz) AG, Zürich; Morval & Cie SA, Genève; Mourgue d'Algue & Cie, Banquiers, Genève 3; Neue Aargauer Bank, Aarau; Nidwaldner Kantonalbank, Stans; Nomura Bank (Switzerland) Ltd., Genève 11; Nordëa Bank SA Luxemburg, Zweigniederlassung Zürich, Zürich; NPB Neue Privat Bank AG, Zürich; Obersimentalische Volksbank, Zweisimmen; Obwaldner Kantonalbank, Sarnen; OZ Bankers AG, Pfäffikon SZ; OZ Holding, Pfäffikon SZ; PETERCAM Banque Privée (Suisse) SA, Centre Suisse, Genève 15 Echange; Pictet Asset Management SA, Genève, Genève; PKB Privatbank AG, Lugano; Plenum Securities AG, Zürich; Privatbank Bellerive AG, Zürich; Private Client Bank, Zürich; Quantus Asset Management AG, Glatzentrum bei ; Wallisellen; RAS Private Bank (Suisse) S.A., Lugano; RBA-Zentralbank, Bern; Regiobank Solothurn, Solothurn; Reichmuth & Co., Privatbankiers, Luzern 7; Reyl & Cie. SA, Genève; Rothschild Bank AG, Zürich; Royal Bank of Canada (Suisse), Genève 11; Russische Kommerzbank Bank AG, Zürich; Sagefor SA, Genève; Sallfort AG, Basel; Sanpaolo Bank (Suisse) SA, Lugano; SB Saanen Bank, Saanen; Schaffhauser Kantonalbank, Schaffhausen; Schweizer Verband der Raiffeisenbanken, St. Gallen; Schwyzer Kantonalbank, Schwyz; Scobag AG, Basel; SEB PRIVATE BANK SA, Luxembourg, Genève; Sella Bank AG, Zürich; Selvi & Cie SA, Genève 11; SG Private Banking (Lugano-Svizzera) SA, Lugano; SIS SegalInterSettle AG, Zürich; SKANDIFINANZ BANK AG, Zürich; SLB Commercial Bank, Zürich; Società Bancaria Ticinese, Bellinzona; Société Bancaire Privée S.A., Genève 3; Sparcassa, Wädenswil, Wädenswil; Spargenossenschaft Mosnang, Mosnang; Sparkasse des Sensebezirks, Tafers; Sparkasse Engelberg, Engelberg; Sparkasse Horgen, Horgen; Sparkasse Küssnacht ZH, Küssnacht ZH; Sparkasse Oberriet, Oberriet; Sparkasse Ottringen, Ottringen; Sparkasse Schwyz, Schwyz; Sparkasse Wiesenlanden, Wiesenlanden; Sparkasse Zürcher Oberland, Wetzikon ZH; Spar- und Leihkasse Bucheggberg, Lütterswil; Spar- und Leihkasse Frutigen, Frutigen; Spar- und Leihkasse Gürbetal, Mühlethurnen; Spar- und Leihkasse Kirchberg, Kirchberg; Spar- und Leihkasse Münsingen, Münsingen; Spar- und Leihkasse Riggisberg, Riggisberg; Spar- und Leihkasse Steffisburg, Steffisburg; Spar- und Leihkasse Thayngen, Thayngen; Spar- und Leihkasse Wynigen, Wynigen; St. Galler Kantonalbank, St. Gallen; Swiss Capital Alternative Investments AG, Zürich; Swiss Investment Corporation Ltd., c/o Profitinvest, Genève; Swissregiobank, Gossau SG; Synthesis Bank, Genève 1; Tareno AG, Basel; Thurgauer Kantonalbank, Weinfelden; Trafina Privatbank AG, Basel; Trans Fiduciaria S.A., Lugano; Triba Partner Bank, Triengen; UBS Swiss Financial Advisers AG, Zürich, Zürich; UEB (Switzerland), Zürich; UFJ Bank (Schweiz) AG, Zürich; UniCredit (Suisse) Bank SA, Lugano; United Bank AG (Zürich), Zürich; United Mizrahi Bank (Schweiz) AG, Zürich; Urner Kantonalbank, Altdorf UR; Valiant Bank, Bern; Valiant Privatbank AG, Bern; Volksbank Bodensee AG, St. Margrethen; Vorarlberger Landes- und Hypothekbank, St. Gallen; VP Bank (Schweiz) AG, Zürich; Zarattini & Co. SA, Lugano; ZLB Zürcher Landbank, Elgg; Zuger Kantonalbank AG, Zug

The current membership (Click here for Members' 2004 Financial Statements)

- | | |
|---|---|
| → Athens Exchange | → Italian Exchange |
| → Bolsas y Mercados Españoles (BME)
incorporating | → Ljubljana Stock Exchange |
| → Bolsas y Mercados Españoles (Barcelona) | → London Metal Exchange |
| → Bolsas y Mercados Españoles (Bilbao) | → London Stock Exchange |
| → Bolsas y Mercados Españoles (Madrid) | → Luxembourg Stock Exchange |
| → Bolsas y Mercados Españoles (MEFF) | → Malta Stock Exchange |
| → Bolsas y Mercados Españoles (Valencia) | → Norwegian Futures & Options Clearing House |
| → Bratislava Stock Exchange | → OMX
incorporating |
| → Budapest Stock Exchange | → Stockholm Stock Exchange |
| → Cyprus Stock Exchange | → Helsinki Stock Exchange |
| → Deutsche Börse AG | → Copenhagen Stock Exchange |
| → Euronext
incorporating | → Riga Stock Exchange |
| → Euronext Amsterdam | → Tallinn Stock Exchange |
| → Euronext Brussels | → Vilnius Stock Exchange |
| → Euronext Lisbon | → Oslo Stock Exchange |
| → Euronext Paris | → Prague Stock Exchange |
| → Euronext.liffe | → SWX Swiss Exchange |
| → ICE Futures | → Virt-X |
| → Iceland Stock Exchange | → Warsaw Stock Exchange |
| → Irish Stock Exchange | → Wiener Börse AG |

